

LA CRISE

N°29, Janvier 2015

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

DETOUR VERS LE FUTUR : baliser l'imprévisible !

Résumé : Le nez dans le guidon de la crise, on pourrait croire que cette crise, aussi longue soit-elle, est une parenthèse qui finira par se refermer, et que le cours des choses pourra reprendre tel qu'on l'envisageait dans les toutes premières années du XXI^e siècle : fin de l'histoire dans la démocratie universelle pour les uns, choc des civilisations pour les autres... et fin du monde ou meilleur des mondes pour les abrutis millénaristes et autres gourous survivalistes ! Il n'en est rien, il n'y a pas de parenthèse, il n'y a qu'un processus dynamique d'interactions entre des tendances lourdes et irréversibles à l'échelle générationnelle, des tendances fortes mais toujours malléables dans leurs modalités d'expression et la rupture de failles imprévisibles quant à leur occurrence effective et encore plus quant à leur date d'occurrence éventuelle. Faire un détour intellectuel vers le futur permet beaucoup plus comprendre les enjeux de la crise actuelle et les pistes pour en sortir que d'anticiper un futur inaccessible à notre connaissance du fait de l'imprévisibilité d'évènements hors de notre champ prospectif. Nous allons donc naviguer entre ce que nous savons, ce que nous croyons savoir et ce que nous ne pouvons pas savoir... même si nous pouvons le craindre !

Indicateur de notre avenir à 5 ans ?



10 Year Treasury Rate

Source : J.P. Morgan, Guide to the markets, 06/2014

Indicateur de notre avenir à 50 ans !



1. Le monde de demain : ce que nous savons déjà

p.3

2. Ce que nous croyons savoir mais qui n'a rien d'évident

p.8

3. Ce que nous ne pouvons pas savoir... et c'est peut-être mieux ainsi !

p.16

Je rêve parfois, par un coup de baguette magique, d'être transformé en historien et de quitter ma peau d'économiste. D'un historien on n'attend pas de prévisions : il travaille sur un passé, qui peut être réinterprété dans ses tenants et aboutissants mais qui, dans ses grandes lignes, est connu quant aux faits et à leur chronologie. L'économiste, non seulement doit vous expliquer hier (la Crise de 29) et aujourd'hui (la crise actuelle), mais en plus prévoir demain. Les météorologues ne sont déjà pas toujours performants pour prévoir le temps qu'il va faire : ils n'ont pourtant qu'à raisonner sur des grandeurs objectives et mesurables (pressions, température, hygrométrie, vents). C'est dire à quel point l'économiste est handicapé, devant tenir compte, en plus de nombreuses données quantifiables, des angoisses inflationnistes de Mme Merkel dans un monde déflationniste, des anticipations abracadabrantesques de M. Hollande qui voit la reprise au coin de chaque trimestre, des pulsions nationalistes de M. Poutine, des soubresauts de l'impérialisme déclinant de M. Obama, de la soif de pouvoir des grands banquiers, de la psychologie de la ménagère de moins de 50 ans et du découragement du chômeur de plus de 24 mois qui ne veut plus s'inscrire au chômage si on le paye pas pour ça ! Et malgré tout cela, tout économiste bien né est supposé pouvoir vous dire si et quand la croissance repartira, si les taux d'intérêt vont monter ou baisser et à quel moment, quand aura lieu le prochain krach boursier. Mais on n'échappe pas à son destin et je me dois donc d'assumer, à mes risques et périls, mon statut d'économiste futurologue malgré lui !

Si je voulais jouer au malin... je vous demanderais à quel horizon vous voulez raisonner. S'il s'agit d'un court/moyen terme de 2 à 5 ans je vous recommanderais de suivre attentivement la courbe des taux d'intérêt et s'il s'agit d'un long terme à 50 ans... de regarder plutôt le thermomètre de votre jardin. Hélas, ce choix binaire, comme le caricature l'illustration de première page de cette lettre, est bien trop simpliste car les court, moyen et long termes s'interpénètrent et la trame dans laquelle est tissé notre avenir entrecroise des tendances de fond incontournables qui s'expriment sur les décennies passées et à venir, des tendances apparemment très lourdes mais possiblement réversibles ou malléables, et des événements immédiats qui relèvent de l'éruption soudaine, prévisibles comme des possibles mais incertains quant à leur occurrence effective, sans parler des cygnes noirs totalement imprévisibles et d'autant plus redoutables. Dans notre ascension périlleuse vers l'impossible connaissance du futur nous devons nous interroger sur la fiabilité des terrains sur lesquels nous allons avancer : roches dures, roches friables, failles, sables mouvants ?

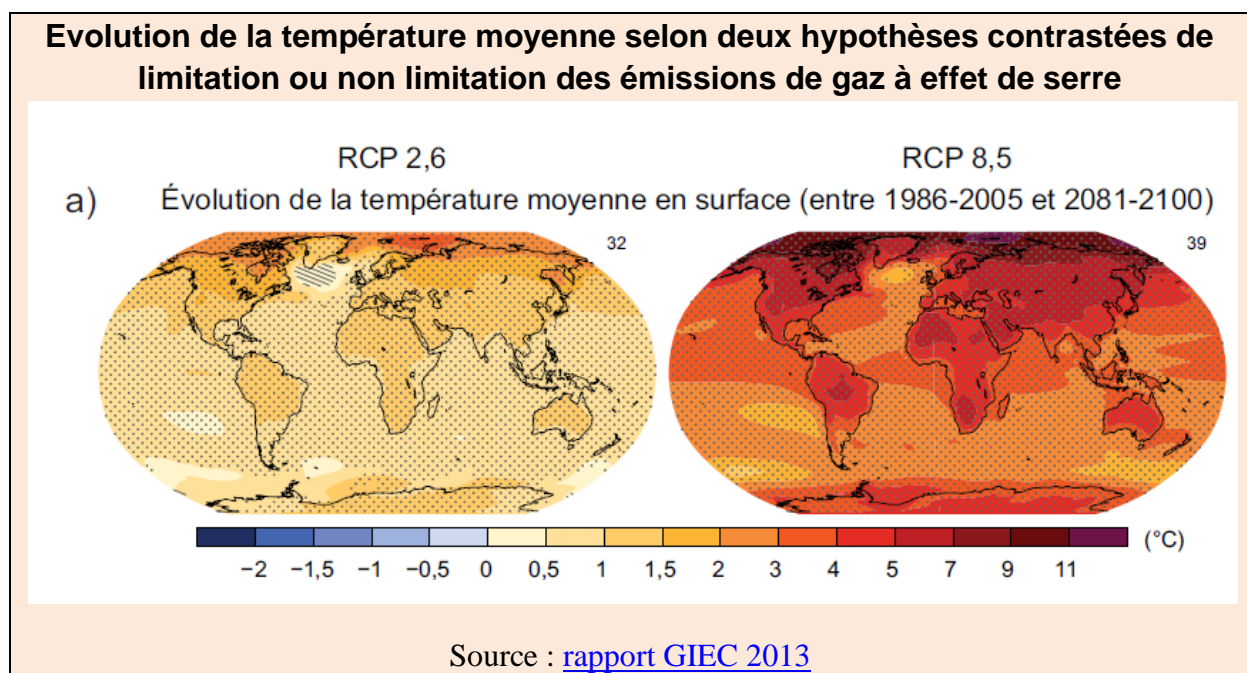
C'est dire que ceux de mes lecteurs qui ne s'intéressent à cette lettre que pour sa rubrique patrimoniale vont être déçus cette fois-ci, car ce numéro est garanti 0% « Et mes sous dans tout ça ». Mais qu'ils se rassurent... ou plutôt qu'ils s'inquiètent... l'année 2015 s'annonce riche en événements à fortes implications patrimoniales : l'affolement de la Banque centrale suisse inaugure le grand bordel monétaire international... qui ne fait que commencer (et moi qui croyait que les Suisses étaient des gens calmes !). Les mouvements *intraday* de yoyo sur les marchés actions, passant en quelques minutes de moins 2% à plus 2% présagent de turbulences exceptionnelles. Des taux d'intérêts négatifs sur des emprunts d'Etats à court terme et des taux quasi-nuls à 10 ans témoignent de dérèglements financiers majeurs. Le début du commencement du grand désordre financier ne devrait plus être très loin, même si l'issue peut rester lointaine ! Un seul conseil : entraînez-vous à marcher sur des œufs !

1. Le monde de demain : ce que nous savons déjà

Je n'insisterai pas longuement sur ce que nous savons déjà, d'une façon quasi certaine, parce que, d'une part, nous ne savons pas grand-chose et, d'autre part, n'étant ni climatologue ni démographe je n'ai pas d'éclairage innovant à apporter. En effet, seuls deux éléments, relevant de la climatologie et de la démographie, trouvent leur place dans cette catégorie de ce que nous savons déjà : le réchauffement climatique et le vieillissement de la population. En tant que tendances globales, ces deux éléments, bien connus et documentés, ne sont pas susceptibles d'être démentis à l'échelle du siècle : il s'agit donc de points d'ancrage prospectifs particulièrement solides, dont il faut prendre acte, même si des nuances doivent être apportées et si les conséquences prospectives à en tirer ne sont pas toujours évidentes, y compris pour les spécialistes des disciplines concernées.

Le réchauffement climatique : si vous voulez approfondir ce thème au-delà des quelques banalités que je vais évoquer, je ne peux que vous renvoyer au [Résumé à l'intention des décideurs du dernier rapport du GIEC](#) (rapport 2014, traduction française non officielle).

Un réchauffement climatique lié aux activités humaines se traduisant par l'émission de gaz à effet de serre peut être tenu pour certain, même si des lobbys (aux Etats-Unis notamment) continuent encore à le nier. Par contre, son ampleur à l'horizon fin de siècle reste incertaine (2° en hypothèse basse, 5° en hypothèse haute) à la fois à cause des difficultés de mise en œuvre et d'interprétation de modèles climatologiques d'une complexité extrême, mais aussi à cause des incertitudes sur le degré de coopération internationale qui prévaudra dans les années à venir pour limiter les émissions de gaz.



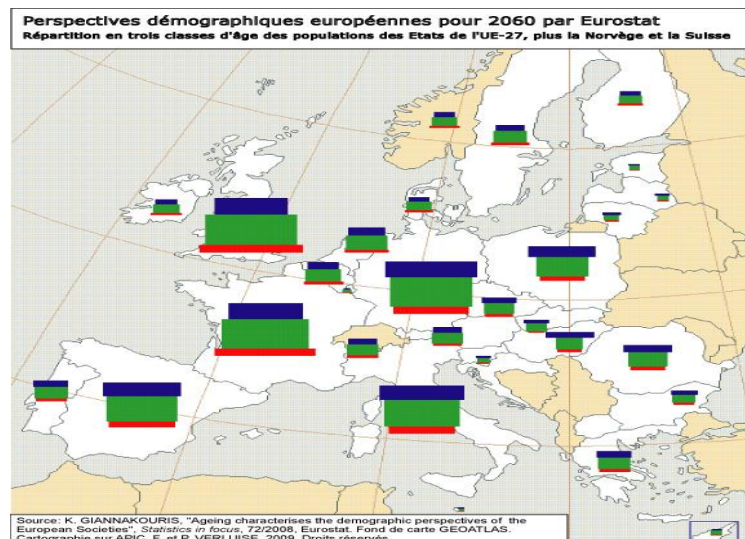
Ce thème de la coopération internationale est d'autant plus problématique que les intérêts des différents pays face au réchauffement climatique ne convergent pas spontanément et que les groupes d'opinion les plus bruyants dans leur engagement contre le réchauffement climatique, enfermés dans des idéologies obscurantistes, ne préconisent pas forcément des solutions adaptées à une lutte efficace contre le réchauffement dans le respect d'un niveau d'activité humaine suffisant au maintien des grands équilibres sociaux.

Dire que tous les pays n'ont pas les mêmes intérêts face au réchauffement relève de l'évidence. Du fait de l'impact du réchauffement sur le niveau des océans, les pays insulaires de faible élévation par rapport au niveau de la mer, tout comme les pays continentaux à grandes zones de deltas ont tout à craindre. Par contre, des pays froids à activité agricole réduite pour cause climatique peuvent envisager le réchauffement comme une bénédiction... à condition de ne pas monter trop près des pôles et des zones de permafrost dont la fonte compromet l'activité humaine de par l'instabilité des sols. Bref, un véritable enchevêtrement d'intérêts divergents peu favorable à un consensus évident. Un espoir toutefois : le réchauffement s'accompagnant de tants d'incertitudes diverses, notamment sur l'irrégularité et la violence des précipitations, les impacts sur les courants marins, l'acidité des océans et les ressources halieutiques... que le bilan final pour des zones a priori favorisées par l'élévation des températures pourrait bien, tous comptes faits, être négatif, incitant ainsi à la prudence et favorisant le consensus international.

Décourager l'utilisation des hydrocarbures – indépendamment de toute considération sur le *peak oil*, on y reviendra plus loin - est un passage obligé pour lutter contre le réchauffement. Mais dénoncer l'énergie nucléaire (non émettrice de gaz à effet de serre) dans le même mouvement est une aberration totale, contreproductive : quand on voit l'Allemagne renoncer au nucléaire en poussant les feux de ses centrales à charbon (ou, pire encore, à lignite), on assiste plus à une aggravation du problème qu'à sa solution. Certes, l'industrie nucléaire actuelle n'est pas sans problèmes (stockage des déchets ultimes, accidents gravissimes... fort heureusement rares, prolifération militaire) mais de nouvelles filières ou modalités d'exploitation du nucléaire se font jour et permettent d'envisager un avenir prometteur, résolvant une bonne part des problèmes antérieurs (réacteurs de quatrième génération). Ne pas développer les énergies renouvelables (solaire en particulier, avis beaucoup plus réservé sur l'éolien aux nuisances avérées) et ne pas encourager les économies d'énergie serait une erreur, tout miser sur ces énergies et ces économies serait une faute grave. D'une part parce que les processus de développement des renouvelables tout comme la généralisation des économies (en particulier dans l'habitat) sont des processus longs, sur plusieurs décennies, et, d'autre part, parce que des pénuries d'énergie nous conduiraient directement à des baisses drastiques de l'activité économique, au chômage de masse et à des troubles sociétaux majeurs. Et entre un réchauffement futur et des troubles immédiats... les décideurs n'hésiteraient pas longtemps ! Au risque de déplaire aux écolos – ce qui ne m'affole pas trop ! –, je serai tenté de dire que si le GIEC établit un constat précieux, le [Forum International Génération IV](#) dessine les perspectives d'une solution encore plus précieuse, complémentaire au développement des énergies renouvelables.

Le vieillissement de la population. En matière de prospective, l'avantage avec les vieux... c'est qu'ils naissent longtemps à l'avance, on les voit venir de très loin. Tous les vieillards de la fin du siècle sont déjà là, dans leurs berceaux ou à l'école maternelle ! Sauf énorme catastrophe sanitaire (pandémie durablement incontrôlable) ou guerrière (holocauste nucléaire majeur), avec une bonne table de mortalité, les démographes sont capables de vous dire combien de septuagénaires fringants, d'octogénaires déclinants, de nonagénaires déclinés et de centenaires agonisants devront être entretenus par les jeunes... espèce en voie de raréfaction dans de nombreux pays ! Les conséquences sur les sociétés seront multiples : augmentation des dépenses de santé, besoins en emplois de services pour les personnes âgées dépendantes (à domicile et en institutions dédiées), âge de départ en retraite repoussé (pas la peine de jouer les syndicalistes effarouchés avec une pancarte « retraite à 60 ans », votre irréalisme est démasqué !).

Mais, au-delà du constat général d'un vieillissement des populations lié à la poursuite de la transition démographique (diminution des taux de fécondité) et à l'augmentation de l'espérance de vie, il faut nuancer le tableau. Tous les pays ne sont pas soumis à un vieillissement uniforme. L'âge médian des populations¹ fournit un premier indicateur instantané de différenciation. Le Japon et l'Allemagne sont au maximum, avec 46 ans pour les deux pays, c'est-à-dire que la moitié de la population a moins de 46 ans et l'autre moitié plus de 46 ans (France et Royaume Uni à 40 ans, Etats-Unis à 37 ans). A l'autre extrême, la quasi-totalité des pays d'Afrique subsaharienne est à moins de 20 ans d'âge médian (Afrique du Sud à 26 ans).



Source : <http://www.diploweb.com/L-UE-en-2060-perspectives.html>

Commentaire: en rouge les 0-14 ans, en vert les 15-65 ans et en bleu les +65 ans. En très bref, la surface de chaque rectangle national est proportionnelle à la part de la population de la tranche d'âge dans l'ensemble de la population nationale. Au-delà d'une compréhension intuitive, pour mieux interpréter, reportez-vous à la source.

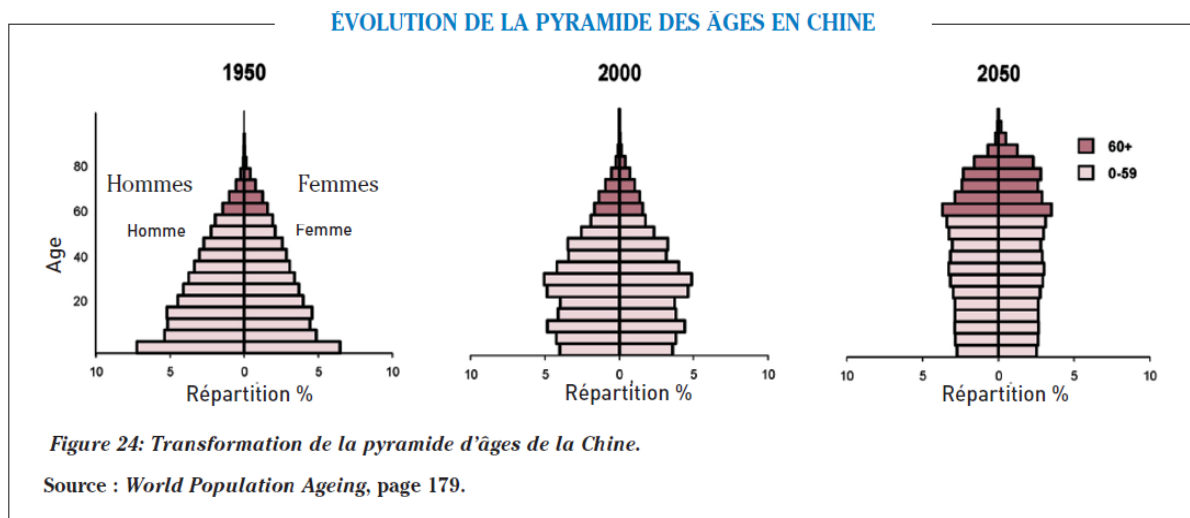
Toutefois, aussi parlant qu'il soit, un simple indicateur instantané comme l'âge médian ne suffit pas à rendre compte des dynamiques de vieillissement à l'œuvre. Seules des projections

¹ Source : [rapport PNUD 2014](#), Tableau N°15 Evolution de la population

intégrant la fécondité et l'espérance de vie permettent d'avoir une véritable vision prospective.

Les perspectives démographiques européennes pour 2060 établies par Eurostat et visualisées par la carte ci-dessus révèlent deux régimes démographiques : d'une part une Europe méridionale et de l'Est à vieillissement prononcé (Espagne, Italie, Allemagne, Pologne...) et, d'autre part une Europe du Nord Ouest à vieillissement plus modéré (France, Royaume Uni, Irlande, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède, Finlande). Ces différences ne peuvent pas ne pas fonder des attentes divergentes en matière de politiques économiques et sociales et illustrent, une fois encore si c'était nécessaire, l'incomplétude d'une monnaie unique sans fédéralisme budgétaire : chacun avec ses dettes disent les Allemands, OK, mais ce sera aussi chacun avec ses vieux ! Et je préfère que la France ait plus de dettes et moins de vieux que l'Allemagne... car l'euthanasie des dettes (et des rentiers avec) est plus facile à mettre en œuvre que l'euthanasie des vieux !!! Bon... enfin, on se passerait volontiers des deux... mais la première euthanasie risque bien d'être inévitable !

A l'autre bout de la planète, la projection 2050 de la population chinoise témoigne des résultats de la politique de l'enfant unique pendant plusieurs décennies et augure de problèmes sérieux pour la Chine dans les décennies à venir pour gérer un vieillissement de la population très rapide, une véritable pyramide à la japonaise !



Source : [Jacques Dupaquier, le vieillissement de la population dans le monde, 2006.](#)

Avec le réchauffement climatique et le vieillissement des populations, voilà donc du solide, de la roche dure dans laquelle on peut planter des axes prospectifs sans risque d'être démenti dans les dix ou vingt ans qui viennent. Mais on ne peut pas en dire autant de toutes les prétendues certitudes que les vulgates à la mode voudraient nous imposer alors qu'elles ne sont que des prolongations de tendances qui pourraient bien être infléchies ou qui ont besoin d'être sérieusement reconsidérées dans leur compréhension. Nous en avons donc fini avec la roche dure et nous passons maintenant sur des terrains nettement plus friables !

2. Ce que nous croyons savoir... mais qui n'a rien d'évident !

Qui aurait dit il y a un an encore qu'en ce mois de janvier 2015 où j'écris cette lettre le prix du baril de pétrole serait descendu sous la barre des 50\$ le baril. Ressource non renouvelable par excellence, fortement sollicitée par la croissance des pays émergents venant s'ajouter à la supposée insatiable consommation des pays développés, le pétrole devait (selon la croyance dominante) voir son prix promis à une hausse ininterrompue, au fur et à mesure que s'approchait l'inexorable *peak oil*. Patatras ! Car si le *peak oil* aura bien lieu un jour... le chemin qui y conduit, tout comme l'interprétation à en faire, sont beaucoup plus complexes que la vulgate écolobobobscurantiste ne l'a instillé dans les esprits ! Nous y reviendrons, mais ce n'est pas le seul phénomène qui relève de cette rubrique, loin s'en faut !

La mondialisation des économies fait aussi partie de ces supposées évidences incontournables dont il faut pourtant faire le tour attentivement pour comprendre qu'elle est la part d'irréversibilité du phénomène et quelle en est la part de malléabilité et de remise en cause potentielle.

Liées à la mondialisation, mais sans y être réductibles, les relations entre les Etats (de moins en moins souverains... pour certains) et les Firmes privées fait aussi partie des thèmes dont l'évidence d'une évolution univoque mérite d'être reconsidérée.

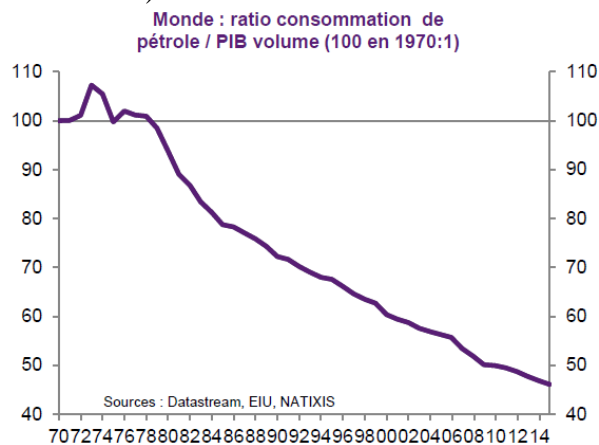
Rente différentielle et vicissitudes énergétiques.

L'exploitation minière en général, et pétrolière en particulier, relève pleinement des raisonnements en termes de rentes différentielles développés par les Classiques anglais du 19^e siècle, appliqués alors à l'agriculture et à la mise en culture de terrains supposés de moindre fertilité (vaste débat et faux débat, que je ne développerai pas ici). En matière pétrolière, lorsque la demande s'accroît et que sa satisfaction suppose la mise en exploitation à coût croissant de gisements plus compliqués à explorer et à mettre en production, le prix s'élève, générant des rentes supplémentaires pour les gisements à coûts moins élevés. Ainsi, plusieurs logiques sont à l'œuvre dans la détermination des prix pétroliers : la logique structurelle des coûts d'exploration et d'exploitation, et la logique conjoncturelle de l'équilibre entre l'offre et la demande. Si la logique structurelle milite bien pour une tendance de long terme à la hausse des prix, la logique conjoncturelle peut jouer dans les deux sens, hausse et baisse, d'autant plus fortement que la vérole spéculative s'immisce partout, amplifiant les mouvements de prix nécessaires au rééquilibrage des marchés. Et lorsqu'elle joue à la baisse, la logique conjoncturelle peut carrément contrecarrer la logique structurelle et donc imposer au final des baisses de prix, comme on vient de le voir depuis quelques mois. Ces mouvements complexes sont, de plus, renforcés par les structures de marché : la cartellisation d'une partie importante des producteurs (OPEP) a joué longtemps à la hausse, la décartellisation implicite de la période actuelle joue à la baisse, le producteur dominant voyant dans cette baisse une occasion de renforcer son pouvoir de marché, au prix d'une renonciation (temporaire) à une partie de son extraordinaire rente différentielle (L'Arabie Saoudite a des coûts d'extraction

inférieurs à 7\$ le baril, alors que les pétroles de schiste ou de sables bitumineux, ou d'extraction océanique profonde ne sont pas rentables en dessous de 70\$).

Mais, au-delà de ces jeux de marché, il faut s'interroger sur la véritable nature du futur (et pas imminent) *peak oil*. Le *peak oil* correspondra à la période où les quantités extraites commenceront à diminuer. Mais pourquoi les quantités extraites diminueront-elles ? Faute de gisements, de quantités physiques disponibles à l'extraction ? Nullement ! Le *peak oil* sera un phénomène économique et non un phénomène physique, un problème de rareté relative et non de rareté absolue, un problème de prix relatif (comparé à celui d'autres énergies ou matières premières) et donc de limitation de l'utilisation du pétrole à des usages spécifiques et non plus à un usage généralisé (quelle absurdité que de brûler du pétrole pour se chauffer !).

De plus, les approches simplistes autour du *peak oil* se sont articulées autour d'hypothèses de nullité du progrès technique et d'immobilité des structures économiques (notamment répartition des activités entre agriculture – industrie – services). Or les techniques et les structures ont évolué (process industriels moins gourmands en énergie, montée en puissance des services...) : résultat, la quantité de pétrole associée à une unité de PIB réel (hors inflation) a diminué de moitié depuis les premiers chocs pétroliers, en une quarantaine d'années (cf. graphique ci-dessous).

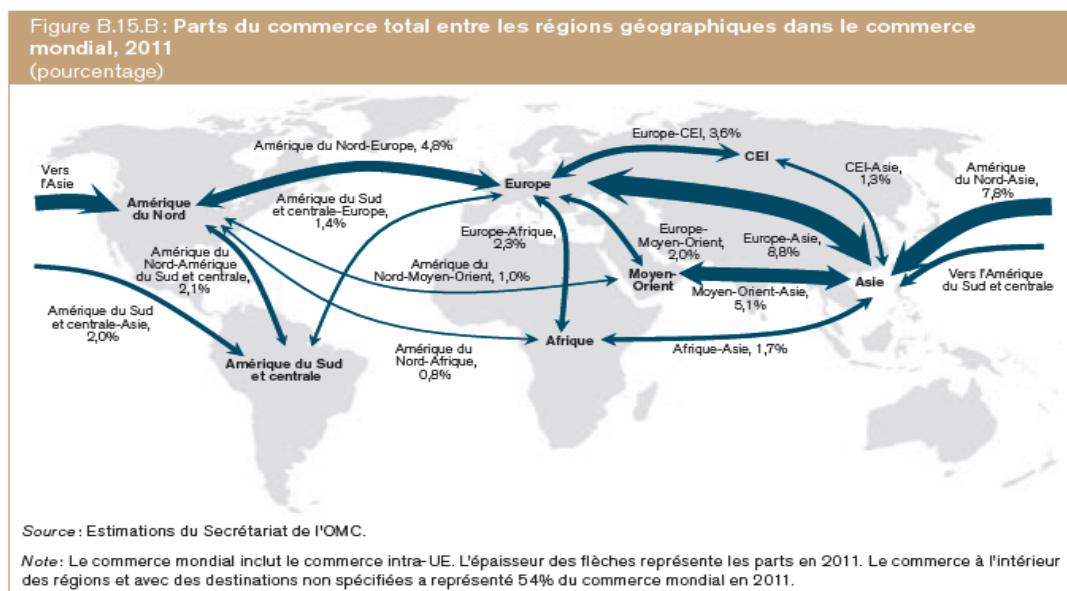


Source : <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=80869>

C'est ainsi que, plus la perspective du *peak oil* avance, plus le *peak oil* recule en réalité... car son approche fait redoubler d'intensité les innovations techniques et sociétales permettant de limiter l'usage du pétrole... ce qui est bon pour lutter contre le réchauffement climatique... à condition de ne pas le remplacer par du charbon ! Voilà de bonnes raisons de penser que la courbe d'extraction pétrolière va évoluer sur un plateau et non pas amorcer une descente vertigineuse et prolongée, par manque de disponibilité physique. Mais plus bas sera le niveau du plateau, mieux ce sera pour contenir le réchauffement climatique.

La globalisation est-elle soluble dans la crise ?

Si vous rêvez d'un retour à l'économie villageoise... ne regardez surtout pas la carte ci-dessous... et allez faire un stage chez les survivalistes pour apprendre à vivre de peu et sur les ressources locales ! Mais vous n'êtes pas vraiment dans le sens de l'Histoire ! Depuis le Moyen Age, les espaces économiques n'ont cessé de s'élargir, s'appuyant sur les progrès des moyens de transport et de communication qui vont faciliter les échanges, les spécialisations productives et les diminutions de coûts de production unitaires associées à l'élargissement des échelles de production. On est ainsi passé en quelques siècles d'économies locales faiblement interconnectées, et sans beaucoup d'échanges à longue distance (hormis le sel pour toutes les couches sociales et quelques produits de luxe pour les couches privilégiées), à des économies nationales avec spécialisations régionales et progressivement de plus en plus d'échanges internationaux de produits finis, puis à une division internationale des processus productifs généralisée, avec des augmentations du commerce international (de biens intermédiaires notamment) et de l'investissement international beaucoup plus rapides que celles de la production mondiale.



Source : [OMC, Rapport sur le commerce mondial 2013](#), p.80.

Pour autant, la mondialisation est-elle une vache sacrée ? La démondialisation est-elle une question incongrue ? Quelles sont les logiques contradictoires à l'œuvre qui vont déterminer le paysage productif mondial et de l'échange international des décennies à venir ?

Historiquement, la mondialisation n'est pas un mouvement linéaire. Les historiens conviennent d'une première phase de mondialisation avec la prise de conscience du monde que constituent les grandes découvertes à partir de 1492. Mais l'importance économique de cette première mondialisation se limitera essentiellement à une modification du rapport à la monnaie, avec l'accumulation des métaux précieux et l'accroissement induit de la masse monétaire, facilitant les échanges en général. Par contre les échanges à très longues distances resteront marginaux, jusqu'à ce que le progrès technique permette une augmentation sensible

de la taille des navires et l'acheminement par chemin de fer des marchandises depuis et vers les ports. C'est donc une mondialisation dans les têtes (pour les couches sociales lettrées) plus que dans les modes de vie... mis à part le sucre, le café et le chocolat pour les couches les plus aisées.

En fait, il faut attendre le milieu du XIX^e siècle pour assister à la première grande vague de mondialisation : fortes augmentations du commerce des marchandises, de l'investissement international, accompagnées de flux migratoires significatifs vers les pays neufs et d'un premier mouvement de démantèlement des tarifs douaniers. Mais la Première Guerre mondiale puis la grande crise des années 30 mettront un terme à ce mouvement : repli des économies nationales sur elles-mêmes, retour du protectionnisme, déclin du commerce international et stagnation de l'investissement international. Une nouvelle période d'internationalisation des économies recommencera après la Deuxième Guerre sous l'égide du multilatéralisme commercial impulsé par le GATT : son amplification progressive au fil des dernières décennies débouchera sur la mondialisation que nous connaissons aujourd'hui.

Cette mondialisation actuelle se décline en quatre volets :

- Un volet technique : la poursuite des progrès de productivité dans les transports qui encourage la multiplication des échanges à longue distance, de produits finis comme de produits intermédiaires qui vont subir plusieurs transformations et/ou assemblages successifs dans plusieurs pays ; le bouleversement des technologies de communication (internet) qui abolit la distance dans la diffusion et le traitement de l'information et facilite donc l'extension de l'échange international au secteur des services.

- Un volet monétaire international : l'acceptation de la monnaie nationale d'un pays dominant comme monnaie internationale de transaction, d'investissement et de réserve de valeur, bien que cette monnaie soit devenue strictement fiduciaire en 1971 (plus d'ancrage réel avec la fin de la convertibilité du dollar en or).

- Un volet social : la mise en concurrence systématique des forces de travail des différentes parties du monde, bouleversant le rapport de force entre le capital (très mobile à l'échelle internationale) et le travail (beaucoup moins mobile) qui voit sa rémunération diminuer dans les pays développés. Cette modification de rapport de force induit une modification de la répartition de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires, aggravant d'autant plus les inégalités que le profit judicieusement localisé dans des paradis fiscaux échappe à l'impôt alors que les salaires, parfaitement territorialisés, y sont soumis sans échappatoire possible. La tendance à la baisse du pouvoir d'achat du salaire renforce la mondialisation en conduisant le salarié paupérisé à rechercher des marchandises encore moins chères, produites par ses congénères des pays à plus bas salaires : un cercle infernal au détriment du travail.

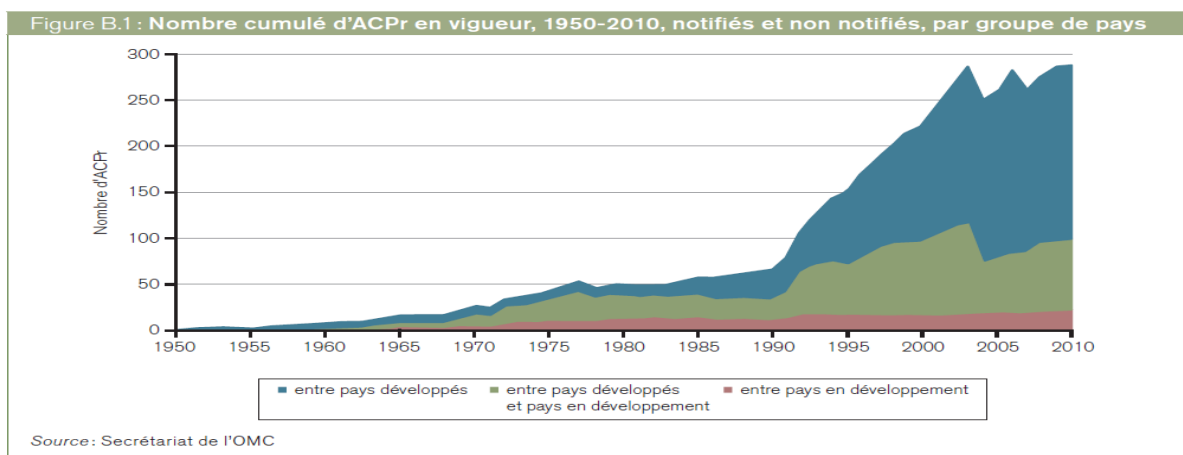
- Un volet idéologique : une glorification du libre-échange articulée autour de l'habillage scientifique de la théorie économique dominante qui associe échange international et

augmentation du bien être des populations (un panier de provisions moins cher... tant que l'on conserve un revenu, après... c'est le panier des associations caritatives ou des *food stamps* !)

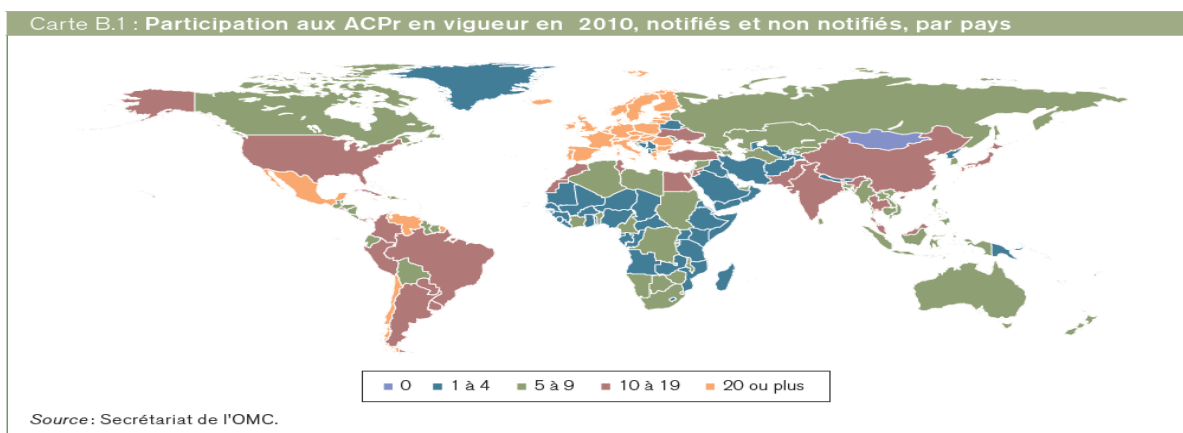
Par ailleurs, cette mondialisation s'articule autour de deux formes institutionnelles :

- l'une, le multilatéralisme, en déclin ou au moins en stagnation, comme en témoigne depuis 2001 l'incapacité à faire aboutir le dernier cycle de négociation de l'Organisation Mondiale du Commerce (Doha Round) ;

- l'autre en progression continue et qui se généralise à l'ensemble de la planète depuis les années 2000, avec l'entrée en scène de l'Asie : le régionalisme (appellation à l'origine, avec des accords entre pays proches) ou plutôt le système des accords commerciaux préférentiels (notés ACPr) car il est difficile de conserver le terme de régionalisme pour rendre compte d'accords commerciaux entre des pays distants de milliers de kilomètres ! Les deux graphiques ci-dessous (nombre d'accords préférentiels, au global et par pays) témoignent de la vivacité de cette forme de mondialisation par empilement d'accords bilatéraux ou plurilatéraux.



[Source : OMC, Rapport sur le commerce mondial 2011, p.55.](#)



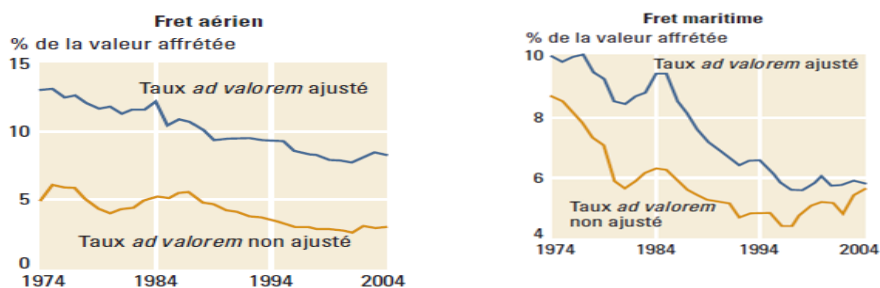
[Source : OMC, Rapport sur le commerce mondial 2011, p.58](#)

Cette caractérisation de la mondialisation étant faite, la question qui se pose est celle de son avenir. Est-elle soluble dans la crise, comme cela a été le cas dans les années 1930 ? Va-t-elle s'approfondir encore, ou bien muter, et si c'est le cas, vers quelle forme ? Autant de questions qui ne peuvent avoir de réponses définitives, soulignant l'incertitude dans laquelle nous sommes.

Jusqu'à présent, aucune démondialisation n'est enclenchée, aucune résurgence majeure du protectionnisme n'est observable... ni souhaitable d'ailleurs car on peut imaginer facilement que ce serait le début d'une spirale récessive majeure pour les pays qui voudraient tenter l'expérience protectionniste, confrontés aux repréailles commerciales de leurs partenaires. Néanmoins, il faut s'interroger sur la pérennité des tendances qui caractérisent les différents volets de la mondialisation :

- En matière technique, l'augmentation de la productivité dans les transports se poursuit, comme en témoignent les graphiques ci-dessous. La baisse récente des prix pétroliers, si elle est durable, ne peut que renforcer cette donnée. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication continuent à modifier les pratiques entrepreneuriales et sociétales vers plus d'internationalisation, d'abolition des frontières, tout en facilitant aussi des pratiques de proximité mais qui restent statistiquement limitées. La remise en cause de la mondialisation ne viendra pas de ce côté.

Evolution des tarifs de fret aérien et maritime (période 1974 – 2004)



Source : Hummels, 2007. Note : Le taux ad valorem non ajusté est le rapport des coûts d'affrètement à la valeur des biens importés. Le taux ad valorem ajusté est dérivé d'une régression et de contrôles dans le mélange de partenaires commerciaux et de produits.

Source : [Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2009](#), p.179

- En matière monétaire internationale, des frémissements anti-dollar sont perceptibles : la remontée actuelle de la parité du dollar vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies (pas seulement vis-à-vis de l'Euro) ne doit pas faire illusion : le Roi Dollar a du plomb dans l'aile ! Le ras-le-bol face à un système monétaire international asymétrique est de plus en plus perceptible. Des transactions directes de monnaie nationale à monnaie nationale sans passer par le truchement du dollar sont de plus en plus fréquentes, à l'initiative des BRICS en particulier. Mais la mayonnaise de la contestation du rôle du dollar va-t-elle prendre de la consistance ? Impossible de le dire aujourd'hui avec un minimum de certitude. Et si c'était le cas, on irait sans doute dans la direction d'un étalon monétaire international construit (une monnaie commune mondiale, institutionnalisée autour du FMI) qui ne remettrait en rien en cause la mondialisation... tout au contraire.

- En matière sociale, les contradictions à analyser ne sont pas simples. Les oppositions d'intérêts ne sont pas seulement entre pays développés et pays en développement, mais aussi entre pays en développement. L'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 a détruit des centaines de milliers d'emplois au Mexique (pour des productions à destination du marché US dans les ateliers en zone franche, les *maquiladoras*), mais dix ans plus tard la hausse des salaires en Chine et les difficultés du contrôle qualité à très grande distance ressuscitent des emplois au Mexique. Finalement, tout le monde pourrait bien être mis d'accord... par la robotisation qui redonne toutes leurs chances aux pays développés... mais certainement pas à leur main d'œuvre non qualifiée. D'aucuns pourraient bien proclamer : « salariés de tous les pays, unissez-vous »... face aux robots ! Mais au fait... si on ne verse plus de salaires, surtout si des robots produisent les robots... d'où viendra la demande pour écouler l'offre ? Et comment financera-t-on la survie des masses exclues de l'emploi ? Sans doute par l'impôt sur les profits... que les Etats sont bien incapables de percevoir sur des firmes multinationales pratiquant l'optimisation fiscale !

- En matière idéologique, la mondialisation n'a rien à craindre de la théorie économique : hormis quelques francs tireurs isolés, les nécessités des carrières académiques imposent de ne pas trop s'éloigner du *mainstream* en dehors duquel il n'y a point de salut universitaire... et le *mainstream* est totalement libre-échangiste. La mondialisation peut dormir sur ses deux oreilles... les toreros coupeurs d'oreilles ne viendront pas des Facultés d'économie. De toutes manières, l'économie réelle tout comme le Grand Casino financier se foutent du monde académique comme de l'an quarante !

Les Etats sont-ils condamnés à regarder passer les Firmes... comme les vaches regardent passer les trains !

La question fiscale évoquée ci-dessus introduit une dimension spécifique de la mondialisation : les relations entre les Etats et les grandes firmes multinationales. Les relations Etats - Firmes étaient relativement simples il y a encore une vingtaine ou une trentaine d'années : les Etats souverains donnaient des autorisations d'investir à des firmes étrangères qui voulaient bénéficier d'un marché national (ou régional) ou d'une ressource à exploiter et venaient s'installer dans le cadre du régime juridique et fiscal en vigueur. Ces relations se sont complexifiées depuis parce que les grandes Firmes mondiales, s'appuyant sur le grand chantage à l'emploi facilité par la mise en concurrence des mains d'œuvre à l'échelle mondiale, prétendent aujourd'hui faire jeu égal avec les Etats et ne pas avoir à se soumettre à leurs décisions souveraines. Elles veulent pouvoir contourner les systèmes fiscaux en ayant recours à des Etats-voyous (comme le Luxembourg et l'Irlande en Europe) pour y localiser leurs profits. Elles prétendent contester la souveraineté des peuples en arguant qu'elles n'ont pas à être soumises aux juridictions nationales mais qu'elles ont un droit imprescriptible à soumettre, d'égal à égal, leurs différends avec les Etats à des instances d'arbitrage international.

Je ne vais pas développer ici les pratiques d'optimisation fiscale, que j'ai déjà abordées dans un numéro précédent de cette lettre. Mais il ne faut pas perdre de vue l'importance de cette thématique dans une période de grande disette budgétaire des Etats, qui n'ont d'autre solution

que de surtaxer les revenus du travail et les profits des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les moyens d'échapper à la taxation et se voient ainsi handicapées dans leurs stratégies d'investissement... se faisant dès lors racheter par les grandes firmes internationales... qui ne paient pas d'impôts !

Mais c'est assurément dans la gestion des différends entre les Etats et les Firmes que se situe l'élément le plus représentatif de la volonté des Firmes de contester la souveraineté des Etats, et, au-delà, la nature intrinsèquement supérieure des Etats, représentant (mal ou bien, c'est un autre problème) les intérêts publics, là où les firmes ne représentent le plus souvent que les intérêts privés de leurs actionnaires (*shareholders*) et, dans le meilleur des cas, de l'ensemble de leurs parties prenantes (*stakeholders* = actionnaires, salariés, clients, fournisseurs).

Jusqu'en 1994, les relations entre Etats et Firmes étaient régies dans le cadre de la doctrine Calvo (du nom d'un juriste et diplomate argentin, Carlos Calvo, 1824-1906) selon laquelle, en cas de différend entre un pays et une firme étrangère, seuls les tribunaux nationaux étaient compétents pour trancher, invitant les pays d'origine de la firme à s'abstenir de toute intervention diplomatique... et a fortiori militaire. Cette doctrine a pu freiner des investissements étrangers dans des pays en développement au système judiciaire « incertain », dans lesquels la séparation des pouvoirs était inexistante et où la famille régnante (royale ou républicaine !) pouvait faire chanter toute firme étrangère (et a fortiori locale) refusant d'entrer dans le pacte de corruption en vigueur : en ce sens, la rupture avec la doctrine Calvo et la mise en place de mécanisme d'arbitrage international n'est pas nécessairement et par principe négative. Le Traité de l'ALENA (Accord de libre-échange nord américain, entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique), mis en œuvre au 1^{er} Janvier 1994, inaugure avec son [chapitre 11 sur l'investissement](#) la mise en place d'un tel mécanisme d'arbitrage. Mais l'étude des décisions rendues dans le cadre des procédures d'arbitrage mises en œuvre dans le cadre de l'ALENA révèle clairement les effets pervers de ces procédures et incite à ne pas les généraliser dès lors que des garanties juridiques existent véritablement et que des possibilités de recours par rapport aux tribunaux de première instance sont possibles, a fortiori en Europe avec une cour de justice supranationale.

Ainsi on peut s'étonner que le Canada ait voulu, dans son récent accord de libre-échange avec l'Union Européenne (signé par la Commission Européenne, mais pas encore ratifié par les parlements nationaux) introduire une telle clause d'arbitrage. Car dans la pratique de l'arbitrage au sein de l'ALENA, le Canada a vu sa souveraineté bafouée et s'est vu condamné à verser 6 millions de dollars à une société américaine (S.D. MEYERS Inc) qui prétendait importer aux Etats-Unis, pour traitement, des déchets BPC (biphényles polychlorés) canadiens, alors même que le Canada avait signé la convention de Bâle sur les déchets, interdisant l'exportation de tels déchets. (Pour approfondir cette affaire MYERS, 2 liens utiles : [l'affaire](#) elle-même par Rémi Bachand, toutes les [archives juridiques](#) canadiennes)

De même la négociation en cours d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union Européenne prévoit l'introduction de telles procédures d'arbitrage susceptibles de donner aux firmes US la possibilité d'imposer aux Etats européens des pratiques non souhaitées et de les mettre hors d'état de réglementer sur leurs territoires, au nom d'une théorie pernicieuse de

l'expropriation indirecte (pour approfondir, voir le [rapport OCDE 2004](#) : L' "expropriation indirecte" et le "droit de réglementer" dans le droit international de l'investissement). Il est hélas peu probable que la Commission Européenne – ectoplasme libéral atlantiste notoire – s'oppose à une telle dérive antisouveraine : dirigée par le GOF (Grand Optimisateur Fiscal, brillant scénariste de La Grande Evasion...fiscale !), elle n'a rien à refuser aux firmes. Par contre on peut espérer qu'il se trouvera au moins un parlement national dans l'Union Européenne pour refuser de ratifier de telles monstruosité juridiques. **Il faut affirmer haut et fort que les Etats et les Firmes ne sont pas des institutions qui peuvent être mises sur le même plan.** Les Etats peuvent faire des erreurs, par exemple céder aux écolobobobscurantistes avec une réglementation purement idéologique sans base scientifique (le dossier OGM en France en est un magnifique exemple, la gestion de la question nucléaire en Allemagne aussi). Pour autant, il vaut mieux de telles absurdités (s'appuyant sur des calculs électoraux de bas étage, et bradant les intérêts du pays à la bêtise précautionneuse d'idéologues professionnels), que d'ouvrir la porte toute grande à la remise en cause de toute réglementation sanitaire, environnementale, culturelle, linguistique... au profit des firmes privées. **Il vaut mieux une mauvaise réglementation qui pourra toujours être corrigée par la suite que la contestation même de toute réglementation.** Et pour les firmes qui ne seraient pas contentes... il n'y aucune obligation de venir sur ce marché, et si elles y sont présentes... elles ont un droit inaliénable à le quitter, la porte de sortie est grande ouverte !

Il faut être bien conscient que c'est sur ce dossier des relations Etats - Firmes que se joue l'avenir de la mondialisation :

- soit une mondialisation régulée, respectant la souveraineté des Etats et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à décider de leur destin: c'est la face claire de la mondialisation, celle qui peut améliorer le bien-être global par des spécialisations judicieuses et une saine concurrence entre les appareils productifs.
- soit la face obscure, une mondialisation des Seigneurs de la Guerre qui se distribuent des territoires, des Bandits de Grands Chemins sans foi ni loi, autre que la loi du profit pour distribuer des dividendes à leurs affidés, copains comme cochons avec les toutes dictatures de la planète et achetant les campagnes électorales des démocraties... ou ce qu'il en reste, tant elles sont transformées en paillassons pour ploutocrates !

Nous venons ainsi de passer en revue trois dossiers (énergie, mondialisation, relations Etats-Firmes) sur lesquels aucune certitude n'apparaît, mais qui peuvent au moins faire l'objet d'hypothèses d'évolution, dont on maîtrise bien les grands enjeux. D'autres dossiers non abordés ici, par exemple « progrès technique et productivité » (le débat sur la stagnation séculaire... qui a un petit goût d'état stationnaire à la Ricardo) pourraient faire l'objet d'une approche identique. Nous étions donc passés sur des terrains friables, mais la marche restait possible. Par contre l'heure est maintenant venue de progresser sur un terrain hautement dangereux, où la notion de probabilité perd tout son sens, car pour probabiliser encore faut-il savoir identifier les événements possibles. Bienvenue au Royaume des failles béantes dans lesquelles nos sociétés pourraient sombrer demain, après demain ou peut-être jamais pour l'une ou l'autre de ces failles, mais sans trop d'espoir de ne sombrer jamais dans aucune.

3. Ce que nous ne pouvons pas savoir... et c'est peut-être mieux ainsi !

La diseuse de bonne aventure par Romain Dutreix



© Romain Dutreix. Dessin à paraître dans Fluide Glacial le 7 avril 2015, en hommage à Charlie Hebdo.

Source : repris du [blog de Paul Jorion](#), le 14/01/2015

Les Californiens ont appris à vivre avec la faille de San Andreas : ils savent que ça va craquer un jour ou l'autre, demain, après demain, dans un an, dans dix ans... allez savoir ! Mais ça ne les empêche pas de vivre, d'investir, d'innover. D'autant plus qu'ils n'attendent pas avec fatalisme que ça pète : ils s'adaptent, construisent avec des normes antisismiques de plus en plus exigeantes et organisent des plans de prévention des conséquences du séisme.

Nous tous, habitants de la planète, vivons aussi sur des failles prêtes à craquer, mais, dans l'ensemble, nous ne faisons rien pour les empêcher de nous engloutir, alors que ce sont des failles anthropiques, résultant de l'action humaine et donc pouvant être désamorçées par l'action humaine... avant qu'elles ne révèlent leur nature anthropophage ! Nous accumulons du risque avec fatalisme, en espérant que ça craquera loin de chez nous et que dans notre petit coin nous ne serons pas concernés : funeste attitude, car, dans l'état de mondialisation de nos économies et sociétés, la notion d'abri protégé n'a plus de sens.

Ce sont trois grands types de failles qui nous menacent : les failles financières, les failles sociétales et les failles géopolitiques.

Les failles financières sont le pain quotidien de cette lettre trimestrielle ! Impossible ici de reprendre toutes les explications à zéro. Sur les mécanismes de fond susceptibles d'activer ces failles, je ne peux que vous renvoyer au numéro précédent de cette lettre, [La galerie des tortures](#), et en particulier à sa troisième partie « Les armes de destruction massive : les risques de contrepartie ». Mais sachez qu'aujourd'hui la probabilité d'activation d'une des failles financières est de 99,99%, déclenchant d'autres failles dans une réaction en chaîne difficilement maîtrisable. Pourquoi une telle quasi-certitude ? Tout d'abord parce que les mesures de prévention des risques qui avaient été très timidement envisagées sont systématiquement sabordées par les lobbys bancaires et financiers qui y voient d'intolérables atteintes à leur liberté d'action. Sans même parler de séparation entre banques de dépôt et de crédit d'une part et banques d'affaires d'autre part (pourtant la seule solution réaliste), l'Europe est en train de renoncer à la simple filialisation des activités les plus hautement spéculatives (2 ou 3% du chiffre d'affaire des grandes banques universelles). Par contre l'incertitude reste totale concernant la faille financière qui craquera en premier et à quelle date. Les candidats au grand plongeon sont nombreux. La fin récente de la parité administrée entre le Franc suisse et l'Euro, et les faillites induites chez les courtiers, ont pu donner un avant goût de ce qui peut se passer sur les marchés des changes. La montée en puissance des crédits de mauvaise qualité sur le marché automobile américain ravive les risques expérimentés avec les *subprimes* immobiliers... mais tout va bien, la croissance est repartie nous dit Obama ! Les risques sur les dettes des Etats n'ont pas diminué, loin de là : pendant que je finalise l'écriture de cette lettre (dimanche 25 janvier), les électeurs grecs sont en train de voter, le devenir de la dette grecque devient très incertain, on en reportera sans doute le remboursement... aux calendes grecques... mais tout ira bien tant qu'il ne faudra pas constater un défaut de paiement en bonne et due forme et l'acter dans les comptes des institutions financières. Et rien ne dit que l'électeur grec ne fera pas des petits dans l'électorat espagnol ou italien... mais tout va bien, on a quelques mois devant nous avant de constater une éventuelle contagion électorale du refus de l'austérité !

Bien pire encore, nous sommes enfermés dans des impasses totales. Si les taux d'intérêt montent, c'est la catastrophe (les Etats ne peuvent plus assurer le service de leur dette, alors que pour le moment ils peuvent gérer le roulement de cette dette avec des taux historiquement très bas). Mais si les taux restent à leur niveau actuel... c'est aussi la catastrophe : les taux très faibles sur les actifs traditionnellement considérés comme sans risques (les bons d'Etats... interdit de rire en lisant cela !), les gérants de fonds divers (fonds de pension, assurances vie...) en mal de rendements honorables à présenter à leurs clients sont obligés de se reporter sur des marchés encore plus risqués (obligations *corporate* pourtant sous-rémunérées face au risque, marchés actions) déjà en état de lévitation avancée, gonflant encore plus des bulles qui finiront inévitablement par éclater, ruinant tout le monde (les gérants, les banques, les épargnants, les retraités actuels et futurs). Pour éviter ce risque, vos gérants se couvrent... avec des contrats d'assurances divers sous formes de produits dérivés (voir N° précédent de cette lettre), d'où une deuxième impasse totale : les pseudo-assureurs (les émetteurs de dérivés) sont incapables de couvrir les risques (ils n'ont pas constitué de provisions pour le faire... sachant qu'ils n'y sont pas contraints par la loi) donc, soit ils font faillite, entraînant

dans leur infortune ceux qui croyaient être couverts, soit ils prétendent que le risque finalement n'était pas couvert (relisez bien le contrat, sous alinéa 3 de l'alinéa 2 de la note de bas de page N°17)... et les assurés plongent directement ! Enfin, troisième impasse totale, la mère de toutes les impasses : dans la donne fiscale actuelle (cf. l'exemption de facto de l'impôt sur les sociétés dont bénéficient les grandes entreprises multinationales), l'austérité est indispensable mais l'austérité est impossible. L'austérité est indispensable pour réduire les déficits publics et commencer à espérer que les dettes souveraines se stabilisent. L'austérité est impossible parce que contreproductive : elle aggrave la dépression économique et diminue encore plus les recettes fiscales, sans parler de la détresse des peuples... quantité négligeable... jusqu'à ce que ça tourne au vinaigre !

Face à autant d'impasses, face à autant de laxisme vis-à-vis de la spéculation (qui doit être radicalement prohibée... mon ennemi à moi, ce n'est pas la Finance, c'est la Spéculation), face à autant de complaisance fiscale vis-à-vis des Firmes, face à l'incapacité des Etats à faire respecter leurs prérogatives souveraines... l'issue est inévitable : une gigantesque destruction de valeur à l'échelle mondiale, un « big reset » a avoué Mme Lagarde (FMI). Mais une issue inévitable n'est pas forcément proche. Car pour le moment, l'heure est à maintenir l'illusion le plus longtemps possible : tous nos banquiers centraux, tous nos gouvernements sont à l'œuvre, non pas pour traiter les problèmes au fond, mais pour reculer l'échéance, sans pour autant conjurer les failles qui ne font que s'élargir. Ils vous vendent l'idée que des taux d'intérêts tendant vers zéro c'est normal : salopards d'épargnants frileux, vous prétendez acheter l'avenir, mais l'avenir ne s'achète pas, il s'emprunte ; dépensez donc et payez de la TVA... ou achetez des actions ! Ils vous disent aussi que des taux d'endettement souverain à 100% du PIB sont totalement anodins du moment que la dette est roulée, pérennisée. Les vengeances les plus redoutables et imparables sont celles de la réalité. Mais la vengeance est un plat qui se mange froid et on ne connaît pas la vitesse de refroidissement : disons donc que la vengeance du réel aura lieu... dans un certain temps !

Les failles sociétales sont de plus en plus visibles. Le succès mondial de l'ouvrage de Piketty attire l'attention sur les inégalités croissantes. Les inégalités sont souvent dénoncées d'un point de vue moral. Au risque de choquer mes lecteurs, je me fous de la morale... je suis économiste ! Si au moins les inégalités étaient efficaces, fondaient un système stable susceptible de se reproduire sans heurt et dans la croissance, d'assurer un emploi et de la dignité à tous (Ah zut alors, le mot dignité introduit une notion morale... bon, j'assume !) je défendrais le système le plus inégalitaire qui soit. Mais il n'en est rien. Certes, les thuriféraires du système, les grands prêtres de la ploutocratie vous gavent de la théorie du ruissellement : inondez le haut de la pyramide sociale (pas le 1% mais le 1 pour 10.000) du maximum de revenu possible (et pas de prélèvement par l'impôt bien sûr) et tout le bonheur du monde ruissèlera sur l'ensemble de la pyramide : le ploutocrate du haut achètera des produits de luxe très chers, s'entourera de services innombrables (majordome, gouvernante, femme de ménage, jardinier, chauffeur, coach sportif, secrétaire particulière, grands restaurants, escort girl...) pour lui-même et ses proches. Toutes ces dépenses seront les ressources des étages inférieurs de la pyramide, qui eux-mêmes dépenseront et fourniront des revenus au même étage et aux étages inférieurs. Et tout en bas, les sans-emploi, les sans-revenus, les sans-

éducation, les sans-grade... bref, les pauvres, bénéficieront de l'aide des associations caritatives généreusement et directement financées par la très haute conscience morale des propriétaires des étages supérieurs de la pyramide. Malheureusement, les pauvres sont des teigneux sans aucune reconnaissance, et au lieu de se prosterner devant leurs généreux bienfaiteurs, il leur arrive parfois de se révolter, de mordre la main qui les nourrit, révélant au grand jour que les inégalités poussées au-delà d'un certain seuil menacent la reproduction du système.

En effet, derrière les inégalités se profile la problématique de l'adéquation de l'offre et la demande. A l'échelle macroéconomique globale, si on néglige le commerce extérieur – les exportations des uns étant les importations des autres - l'offre doit rencontrer une demande équivalente, soit sous forme de consommation finale (biens de consommation) soit sous forme d'investissement (biens de production). A partir d'un état d'équilibre, si la répartition du revenu national est déséquilibrée au profit des couches les plus riches, leur consommation peut certes croître mais c'est surtout leur épargne qui va être augmentée. Pour s'investir, cette épargne a besoin d'une demande solvable qui n'est pas au rendez-vous si les couches inférieures de la pyramide, les plus nombreuses, n'ont pas les revenus nécessaires à une telle demande. C'est là un problème vieux comme l'économie politique : problème nié par les économistes classiques (Smith, Ricardo, Say) qui s'en tiennent à l'affirmation que toute offre crée sa propre demande ; mais à partir d'observations initiales de Malthus, le problème est bien vu par Marx (qui constate de ses propres yeux les crises de surproduction, donc de déficit de demande, de l'Angleterre du XIXe siècle), analysé peut-être encore plus finement par Rosa Luxemburg, et théorisé par Keynes à partir de la crise des années 30. La solution pragmatique à ce problème de sous consommation ne sera pas apportée par le socialisme (qui remplace la surproduction capitaliste par la sous-consommation socialiste... par manque de production !) mais par le fordisme, c'est-à-dire une politique d'augmentation des salaires ouvriers qui viendra corriger l'explosion des inégalités de l'Entre deux guerres et procurer une demande solvable à la hauteur de l'offre. Les Trente Glorieuses occidentales ont été rendues possibles notamment par cette nouvelle donne salariale, associée à une progression continue de la productivité. Mais, patatras, la mondialisation vient tout remettre en cause : en mettant en concurrence à l'échelle mondiale les forces de travail nationales, elle modifie la donne salariale en introduisant une tendance à la stagnation des salaires et à la réduction de l'emploi non qualifié dans les pays développés. L'impact sur la demande solvable sera masqué pendant plusieurs décennies par l'endettement croissant des ménages qui empruntent l'argent qu'ils ne gagnent plus, pour consommer dans un premier temps, puis pour rembourser les emprunts précédents, alimentant une situation de surendettement qui va éclater en pleine lumière avec la crise des *subprimes* aux Etats-Unis.

De plus les inégalités croissantes sont inégalement réparties sur les territoires : certaines régions, certaines villes, certains quartiers concentrent les réductions de pouvoir d'achat et se transforment en zone d'exclusion sociale, de concentration ethnique et de dégradation du milieu urbain, alimentant toutes les dérives possibles : économie parallèle, drogue et criminalité, dérives mafieuses et prosélytismes déviants voire terroristes. Merci M. Reagan, Merci Mme Thatcher... nous n'oublions pas que vous fûtes d'ardents prosélytes de la théorie

du ruissellement, de la réduction des impôts qui a généré les déficits et l'endettement publics que nous connaissons aujourd'hui, et que vous portez donc une part de responsabilité notoire dans l'élargissement des failles sociétales que nous constatons, sans trop savoir jusqu'où elles vont s'exacerber... surtout quant elles rejoignent les failles géopolitiques.

Les failles géopolitiques pouvaient sembler en sommeil depuis la fin de la guerre froide. Elles se réactivent à grande vitesse. L'une d'elle est permanente, au Moyen-Orient, mais se trouve particulièrement incandescente actuellement et destinée à le rester au moins jusqu'à la résolution du conflit israélo-palestinien par la création d'un Etat palestinien viable (avec comme préalable la fin de la colonisation israélienne). Ce conflit alimente tous les fantasmes à partir desquels sont portées à incandescence les rivalités internes à l'Islam, entre le Monde arabe et le Monde perse, entre l'Islam et le Judaïsme. Ces rivalités multiples nourrissent le terrorisme djihadiste et l'antisémitisme qui prolifèrent désormais jusque dans les villes européennes, alimentant une xénophobie ambiante qui ne demande qu'à être réveillée (cf. mouvement Pegida en Allemagne, aux sinistres relents des années 30, en remplaçant les juifs par les musulmans).

Une deuxième faille vient d'être imprudemment et bêtement réveillée à l'Est de l'Europe, avec le conflit ukrainien. Le recul et les bonnes informations (c'est-à-dire des informations vérifiées et recoupées, au-delà des propagandes des uns et des autres) manquent encore pour dresser un bilan objectif des responsabilités. Mais le paysage commence à sortir de la brume. Sous des prétextes divers (un méchant dictateur corrompu – c'est vrai – renversé par de gentils démocrates (dont des néonazis notoires) parce qu'il refusait de signer un accord de libre-échange avec l'Europe dont Poutine ne voulait pas – c'est vrai aussi, mais on n'en a vraiment rien à faire !), les Etats-Unis, aidés par les atlantistes européens notoires de la Commission Européenne, sont allés chatouiller les doigts de pied de l'ours russe à la porte de sa tanière. Ce faisant, ils ont commis une grave faute géopolitique. D'une part l'Ukraine a perdu, et pour toujours, la Crimée, et d'autre part les peuples d'Ukraine en prennent plein la gueule, mais on en a rien à faire... c'est leur problème, et puis ils sont en bonne compagnie, avec le peuple syrien notamment ! La faute géopolitique des Etats-Unis, gravissime, est d'avoir ranimé une faille en sommeil qui va venir leur compliquer la tâche pour gérer la grande faille géopolitique du XXIe siècle : la faille Pacifique. En voulant continuer à affaiblir et humilier leur ancien adversaire, les Etats-Unis poussent bêtement la Russie dans les bras de la Chine. Ils affaiblissent ainsi leur capacité à gérer à leur avantage cette faille Pacifique... qui, hélas, risque de ne pas rester pacifique longtemps. Car le jeu autour de cette faille est particulièrement complexe et peut donner lieu à des dérapages militaires.

La faille Pacifique est de celles qui se forment normalement autour de la rivalité entre un Empire déclinant et un Empire montant. Elle nous promet, et nous donne déjà, un numéro de duettiste très complexe mais aussi très dangereux, qui se joue à deux échelles spatiales, mondiale et régionale. Mais ces deux échelles ne peuvent être analysées séparément, elles sont interdépendantes. A l'échelle mondiale, la rivalité est économique... pour le moment. A l'échelle régionale, c'est la dimension militaire qui domine.

En devenant la plus grande usine du monde, la Chine a acquis une puissance indéniable qui en fait désormais la première puissance économique mondiale en termes de PIB PPA (parité de pouvoir d'achat), mais pas encore en termes de PIB en valeur en dollars courants. Le dynamisme industriel chinois a fait de ce pays un important créancier des Etats-Unis, détenant ainsi des avoirs en dollars considérables, sous forme de bons du Trésor américain, et positionne la Chine très favorablement dans le grand marchandage monétaire international, avec un fort pouvoir de nuisance sur le dollar. A terme, l'objectif de la Chine, comme de beaucoup d'autres pays émergents, va être d'affaiblir les Etats-Unis sur le plan économique en réduisant puis en éliminant l'avantage exorbitant que représente la possibilité de régler ses transactions internationales avec sa propre monnaie nationale. L'opération est commencée, avec l'invitation à de nombreux pays de régler leurs transactions par échange direct Yuan – Rouble, Yuan – Euros, etc.... pour commencer à déshabituer le monde de l'usage du dollar et montrer qu'on peut fort bien s'en passer. Mais à côté de ses forces et de ses perspectives ambitieuses, la Chine souffre d'une grande faiblesse qui pourrait bien lui coûter très cher dans les décennies à venir et qui risque de lui faire commettre de graves erreurs stratégiques qui permettront aux Etats-Unis de renforcer leur position et de prolonger le statut impérial du dollar ainsi que leur hégémonie mondiale.

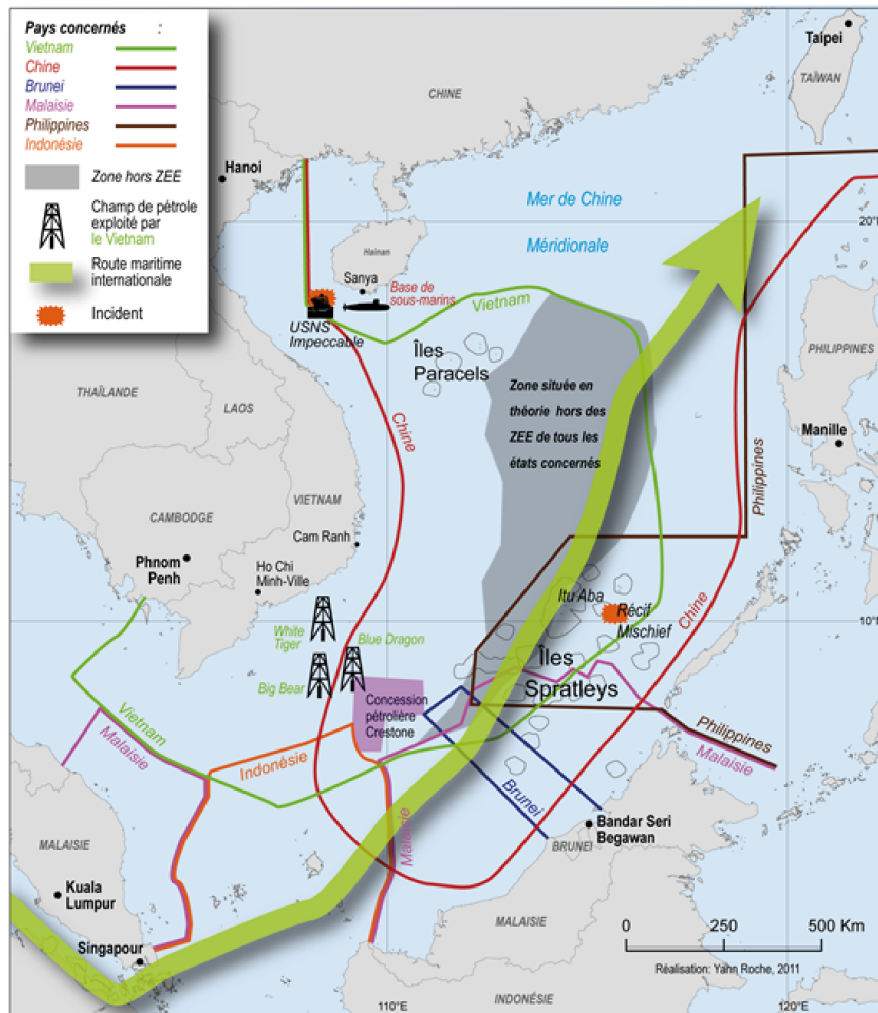
Cette faiblesse chinoise, c'est le domaine maritime. Regardez bien le tableau ci-dessous.

Pays	↕	Zone économique exclusive (km ² ¹⁵)
 États-Unis		11 351 000
 France		11 035 000 (soit 990 307 dans l'UE et 9 165 528 hors UE)
 Australie		8 505 348
 Russie		7 566 673
 Nouvelle-Zélande		6 682 503
 Indonésie		6 159 032
 Canada		5 599 077
 Royaume-Uni		6 805 586 (soit 774 102 dans l'UE et 6 031 484 hors UE)
 Japon		4 479 388
 Chine		3 879 666
 Chili		3 675 279
 Brésil		3 660 955
 Kiribati		3 441 810
 Mexique		3 177 593
 Micronésie		2 996 419
 Danemark		2 551 238 (soit 107 579 dans l'UE et 2 623 569 hors UE)
 Papouasie-Nouvelle-Guinée		2 402 288
 Norvège		2 385 178
 Inde		2 305 143
 Îles Marshall		1 990 530

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_%C3%A9conomique_exclusive

La Chine, première ou deuxième puissance économique mondiale, suivant le critère retenu, n'est que dixième en termes de domaine maritime, derrière le Japon et à peine devant le Chili. Si l'on fait l'hypothèse, très raisonnable, que l'essentiel des ressources énergétiques et minérales à découvrir et exploitables sont dans les sous-sols marins des plateaux continentaux, la Chine, outre son problème démographique, est un géant aux pieds d'argile. Pour tenter de diminuer cette fragilité maritime, la Chine est tentée de revendiquer toutes les îles possibles et imaginables de la zone est-asiatique, comme l'illustre la carte ci-dessous pour la Mer de Chine Méridionale. Ce faisant elle se met à dos le Vietnam, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, le Japon (hors du champ de la carte, avec les îles Senkaku), sans parler du cas de Taiwan qui ne peut qu'être traité à part tant il est énorme à lui tout seul (sur les 3,8 millions de km² que s'attribue la Chine continentale, plus de 40% sont disputés par d'autres, dont plus d'un million de km² par Taiwan).

Revendications territoriales en Mer de Chine Méridionale



Source: Yann Roche (UQAM), [La Mer de Chine méridionale: un enjeu frontalier majeur en Asie du Sud-Est](#), L'Espace politique, Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique, N° 21 / 2013-3

Mais la Chine est si peu sûre de son bon droit dans ses revendications territoriales qu'elle refuse l'idée même de tout jugement de la Cour de Justice Internationale de la Haye comme cela se fait régulièrement dans les cas de différends territoriaux (exemple récent : [Pérou /](#)

Chili). Elle muscle son dispositif naval et semble prête à en découdre avec tous ceux qui s'opposeront à ses revendications. Et c'est là que les Etats-Unis l'attendent et vont la pousser à la faute. Non pas que les Etats-Unis aient une folle envie d'ouvrir un front militaire en Asie, mais leurs traités de défense avec le Japon et d'autres pays de la zone *Pacific Command* (Philippines, Corée, Thaïlande, Australie, Nouvelle Zélande), leur rapprochement discret avec le Vietnam, devraient leur permettre d'isoler une Chine perçue comme agressive et expansionniste, de monnayer leur assistance militaire contre un soutien inconditionnel au rôle international du dollar. Pour les Etats-Unis, c'est vraiment bête d'avoir fait une telle erreur en Ukraine et d'avoir poussé la Russie dans les bras de la Chine. La partie d'échec va être passionnante... sauf pour ceux qui sont déjà ou seront sous les bombes !

Mais pour la Chine, c'est vraiment bête que les dynasties impériales aient abandonné toute idée d'expansion maritime : lorsque chacun des 65 millions de Français dispose de 17 ha de domaine maritime, chacun des 1,3 milliards de Chinois ne dispose que de 0,3 hectares. Quant aux Allemands, il va falloir qu'ils soient très gentils avec la dette française s'ils veulent que je les autorise à nager dans ma piscine personnelle de 17 ha (je la réserve dans les Caraïbes, pas à St Pierre et Miquelon ou aux Kerguelen!). Vu leur âge avancé, ce serait qu'en même bon pour leur santé de faire un peu d'exercice aquatique, ailleurs que dans leur mare polluée (57.485 km² de Baltique, soit 0,07 ha par habitant).

Même s'il en est encore temps en cette fin janvier, je n'ose pas, après toutes les horreurs que je viens d'écrire, vous souhaiter une bonne année. Vous devrez vous contenter d'une année la moins mauvaise possible, en espérant qu'aucune des failles ne va céder pendant cette année 2015.

Henri REGNAULT

Le 25 janvier 2015

henri.regnault@univ-pau.fr